



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20240621-2106202480-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 27/06/2024

Publication : 28/06/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 21 juin 2024 à 14h39 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents : Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Marie-Françoise MARCASSIN, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET, Madame Mireille VACHE-PICAT

Étaient représentés : Madame Katherine COEUFF ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE
Madame Amèle MANSOURI ayant donné pouvoir à Madame Zohra AMIMI,
Madame Félicie RENON ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusés : Madame Elisabeth ALAZARD, Monsieur Nicolas MAYER-ROSSIGNOL

Secrétaire de séance : Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 14 juin 2024



5 LANCEMENT DE LA PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERTE - MARCHÉ À PROCEDURE ADAPTÉE DE SERVICES D'ASSURANCES : DOMMAGE AUX BIENS, RESPONSABILITÉ CIVILE, FLOTTE AUTOMOBILE, PROTECTION JURIDIQUE, RISQUES STATUTAIRES - AUTORISATION SIGNATURE

MESDAMES, MESSIEURS,

Les marchés des services des assurances du CCAS arrivent à terme le 31 décembre 2024, ils doivent de ce fait être relancés cette année au 1^{er} janvier 2024. Afin de permettre au CCAS de bénéficier d'une couverture d'assurance en adéquation avec son activité il convient de procéder au lancement d'une procédure d'appel d'offre pour les risques suivants, décomposée en 5 lots :

- Lot n°1 – Responsabilités communales et risques annexes
- Lot n°2 – Dommages aux biens et risques annexes
- Lot n°3 – Responsabilité Civile et risques annexes (Protection Juridique des agents)
- Lot n°4 – Flotte automobile et risques annexes
- Lot n°5 - Risques statutaires du personnel stagiaires et titulaires du CCAS

DÉLIBÉRATIONS

La détermination de la procédure de passation sera fixée par le montant des primes annuelles cumulées sur la durée prévisible du contrat et en vertu de l'article 28 du code des Marchés Publics, un marché à procédure adaptée sera retenu, en conséquence.

Le Conseil d'Administration est invité à :

- Autoriser Monsieur le Président à lancer mettre en œuvre la procédure de marché adaptée pour la passation d'un marché des services d'assurances comprenant les lots suivants :
 - Lot n°1 – Responsabilités communales et risques annexes
 - Lot n°2 – Dommage aux biens et risques annexes
 - Lot n°3 – Responsabilité Civile et risques annexes (Protection Juridique des agents)
 - Lot n°4 – Flotte automobile et risques annexes
 - Lot n°5 - Risques statutaires du personnel stagiaires et titulaires du CCAS
- Autoriser Monsieur le Président à procéder à sa relance dans le cas d'une procédure infructueuse,
- Autoriser Monsieur le Président à signer le marché à venir et les avenants en moins-value, ou dépourvus d'incidence financière, ou générant une plus-value inférieure à 5% du montant du marché initial,
- Fixer la durée dudit contrat à un an renouvelable 4 fois à compter du 1er janvier 2025

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU l'Article L2124-1 et L2124-2 du Code de la Commande Publique ;

VU l'Article R2124-1 et R2124-2 1° du Code de la Commande publique ;

VU l'Article R. 123-20 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,

CONSIDÉRANT que les marchés de services des assurances du CCAS arrivent à terme le 31 décembre 2024,

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article 28 du Code des Marchés Publics, il peut être procédé à sa remise en concurrence sous la forme de marché à procédure adaptée à 5 lots distincts :

- Lot n°1 – Responsabilités communales et risques annexes
- Lot n°2 – Dommage aux biens et risques annexes
- Lot n°3 – Responsabilité Civile et risques annexes (Protection Juridique des agents)
- Lot n°4 – Flotte automobile et risques annexes
- Lot n°5 - Risques statutaires du personnel stagiaires et titulaires du CCAS

CONSIDÉRANT qu'il convient d'assurer la collectivité contre les risques statutaires des personnels stagiaires et titulaires du CCAS,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

DÉLIBÉRATIONS

- Autorise Monsieur le Président à lancer la procédure de marché adaptée pour la passation d'un marché des services d'assurances comprenant les lots suivants :
 - Lot n°1 – Responsabilités communales et risques annexes
 - Lot n°2 – Dommage aux biens et risques annexes
 - Lot n°3 – Responsabilité Civile et risques annexes (Protection Juridique des agents)
 - Lot n°4 – Flotte automobile et risques annexes
 - Lot n°5 - Risques statutaires du personnel stagiaires et titulaires du CCAS

- Autorise Monsieur le Président à procéder à sa relance dans le cas d'une procédure infructueuse,

- Autorise Monsieur le Président à signer le marché à venir et les avenants en moins-value, ou dépourvus d'incidence financière, ou générant une plus-value inférieure à 5 % du montant du marché initial,

- Fixe la durée dudit contrat à un an renouvelable 4 fois à compter du 1^{er} janvier 2025,

- Précise que les dépenses en résultant seront imputées à compter du budget 2025 et suivants, sur les crédits ouverts :
 - LOTS 1, 2, 3, 4 et 6 :
 - Budget Principal : compte 616 chapitre 011
 - Budget annexes : compte 616 groupe 3
 - LOT 5 :
 - Budget Principal : compte 6455 chapitre 012
 - Budget Annexes : compte 616 groupe 3

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



 Vanessa RAPITEAU

 Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.